

**BASES POUR UN DIALOGUE INTERGENERATIONNEL SUR L'AVENIR DE
L'AMERIQUE LATINE : UNE FENETRE OUVERTE SUR LE FUTUR**

SYNTHESE: HUIT THESES ET QUESTIONS POUR LE DEBAT

Martín Hopenhayn

1. POLITIQUE

Thèse

Les jeunes latino-américains sont innovants dans les formes de participation; ils ont grandi dans l'imaginaire de la démocratie et des droits de l'homme et ils sont la génération la plus sensible aux questions de l'environnement et aux revendications historiques des minorités de tous bords. Cela leur confère des capacités pour relever les nouveaux défis de la politique nationale et mondiale, où coexistent les impératifs du multiculturalisme, l'écologie, la démocratie et les droits. Pourtant leur présence en politique n'est pas visible alors que ce qui est en jeu, c'est leur capacité à redéfinir la politique. Ainsi, l'inquiétude pour la chose publique se recrée et ne s'évanouit pas. Elle s'exprime dans des espaces locaux, des réseaux virtuels, des mobilisations autour de nouveaux programmes et prend des formes flexibles d'actions collectives. Et les jeunes sont les protagonistes de nombre de ces initiatives

Questions

1. Quel dialogue intergénérationnel, avec avec quels acteurs, est-il nécessaire d'établir pour rapprocher le système politique des aspirations de la jeunesse, les formes traditionnelles de pratiquer la politique des formes juvéniles de formuler les demandes et les attentes collectives, les cultures politiques très institutionnalisées des cultures collectives émergentes de la jeunesse ?
2. Dans quelle mesure la jeunesse est-elle plus concernée par "la chose politique" (les relations de pouvoir dans les institutions avec lesquelles ils vivent quotidiennement) et moins concernée par "la politique" (militariser dans des partis, appui au travail législatif, vote représentatif); et comment alors rapprocher "la chose politique" de "la politique"?
3. Quelles actions et quels objectifs doivent être mis en place par les institutions politiques pour inspirer une plus grande confiance aux jeunes et les inciter à s'y investir ? En d'autres termes : quelles seraient, pour les jeunes, les sources de légitimité en relation avec l'institutionnalité politique démocratique ?
4. Quels espaces faut-il ouvrir ou au sein desquels il faut avancer pour que les jeunes deviennent des acteurs politiques majeurs des espaces publics, des instances délibérantes et des mécanismes de représentation ?

2. CITOYENNETE

Thèse

Au travers de la politique et de l'Etat s'est construit un jeune acteur à plusieurs facettes : moratoire et ressource humaine (concentrée à se préparer à l'avenir, au moyen de l'éducation), menace pour la société qui la considère comme une génération violente (à travers des politiques de sécurité nationale ou de sécurité citoyenne), groupe à risque et vulnérable (au travers des politiques de protection sociale) et plus récemment sujet de droits, sujet de nouvelles identités et protagonista de transformations structurelles (au travers de nouvelles politiques de la jeunesse, de la justice et de la cultura). Dans ce cadre hétérogène, surgissent depuis vingt ans, des institutions publiques de jeunesses, des lois de la jeunesse, des systèmes d'information de jeunesse ainsi que la Convencion Ibéro-américaine des Droits de la Jeunesse. Cependant la place des politiques de jeunesse et de l'institutionnalité juvénile n'est pas claire. Le dialogue entre générations devrait aider à éclaircir l'horizon, en mettant l'accent sur des politiques dont la jeunesse est l'acteur principal, avec ses identités propres, ses sentiments d'appartenance et ses aptitudes pour l'avenir.

Questions

1. Comment, dans les politiques, déplacer l'image de la jeunesse d'une approche "moratoire" ou de "groupe à risque" vers une approche de citoyenneté juvénile, Et que cela signifierait-il concrètement ?
2. Si l'appartenance à la Nation, comme communauté imaginée, est une valeur commune à toutes les générations, cela vaut-il alors la peine de promouvoir le dialogue intergénérationnel pour échanger les vues concernant le sens de la Nation, le projet de Nation ? Quelles idées cela peut-il apporter ? Comment projeter ensemble l'idée de Nation dans le futur ? Comment par le biais des nouvelles générations, recréer le lien entre territoire et identité, histoire et projet, continuité et changement ?
3. Les politiques destinées au jeune en tant que citoyen : Ont-elle un profil défini quant au thème, secteur d'activités, forme d'interpellation de la jeunesse, ou doivent-elles être abordées de manière transversal dans les institutions et la vie quotidienne des jeunes ? Que faire pour que les politiques destinées à doter la jeunesse de la pleine citoyenneté, de droits de citoyenneté, de cultura citoyenne, ne tombent pas dans la simple rhétorique ?

3. EDUCATION

Thèse

L'éducation est le principal mécanisme permettant d'accéder à une meilleure égalité des chances, à un meilleur capital humain encourageant les avancées productives de la société; à la formation des citoyens actifs et respectueux des droits. De même l'éducation doit miser sur la formation de sujets qui soient à la hauteur des défis : un sujet capable de s'adapter aux changements productifs tout au long de sa vie, de dialoguer activement dans les espaces de décisions, d'avoir des compétences en matière de gestion et d'utilisation d'information stratégique, de promouvoir et de respecter la diversité culturelle, les droits de l'homme et l'environnement. Dans ce cadre les défis sont l'équité entre les groupes distincts de jeunes dans leurs apprentissage, la pertinence des contenus éducatifs favorisant les opportunités d'insertion sociale et la construction de sociétés plus justes et durables, et la qualité des apprentissages pratiques.

Questions

1. Comment réorienter la dépense en faveur de l'éducation et les efforts publics afin de réduire les brèches en matière d'éducation entre les différents groupes (en terme d'origine socio-économique, éthnie culturelle et origine géographique) de jeunes, leur permettant au moins d'accéder à la fin du secondaire et ainsi dépasser la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et de l'inégalité?
2. Quels sont les grands changements qu'il faut promouvoir pour que l'éducation publique réponde aux défis futurs en matière de force de production, de compétences citoyennes, d'environnement et de coexistence multiculturelle ?
3. Comment aborder la question de la qualité de l'éducation et recréer les dynamiques d'apprentissage ?

4. EMPLOI

Thèse

La jeunesse accède à de meilleurs niveaux d'éducation, de plus grandes connectivité et familiarité avec des formes organisationnelles plus flexibles, ce qui devrait leur faciliter l'accès à l'emploi et faire d'eux des acteurs majeurs de la transition vers de nouveaux paradigmes productifs. Cependant cette même jeunesse souffre de taux de chômage plus élevés et de précarité professionnelle et l'accès au monde de l'emploi est très segmenté selon les origines socio-économiques, le type et l'atteinte de niveaux d'éducation.

Questions

1. Pour faciliter l'accès au premier emploi : est-il recommandable de mettre en place des politiques de l'emploi plus flexibles pour les jeunes, de subventionner les employeurs, de garantir des contingents pour les jeunes, de fournir de meilleurs systèmes de certification de compétences et d'information en réseau sur les opportunités d'emplois ? Dans ce catalogue, quelles mesures pèsent le plus ?
2. Que faire pour renverser les inégalités et discriminations qui touchent les jeunes et les femmes, qui ont un salaire inférieur et des contrats plus précaires que ceux des hommes ? Quel type d'offre de services doit être mis en place pour permettre de concilier vie professionnelle et vie familiale ?
3. La promotion, autrement dit l'appui au niveau des capacités, de l'équipement et des financements, de l'entrepreneuriat juvénile est-elle une solution généralisable et viable ?
4. Avancer vers des systèmes de certification de compétences, en dehors de la formation formelle, comme alternative au développement substantiel des perspectives d'emploi et "niveler les aires de jeux" entre jeunes ayant différents niveaux d'éducation, est-ce une solution généralisable et viable ?

CONNECTIVITE ET SOCIETE DE L'INFORMATION

Thèse

La jeunesse dans la région dispose d'une plus grande connectivité et de davantage de syntonie avec les nouvelles technologies de l'information et de communication, ce qui en fait la génération avec le plus fort potentiel pour évoluer vers la société de l'information et introduire une plus grande valeur intellectuelle ajoutée dans la structure productive. Avec davantage de temps accordée aux circuits éducatifs, et grâce à une plus grande familiarité avec les systèmes interactifs de communication, de recherche et de traitement d'information, la jeunesse est appelée, à l'avenir, à faire de la connaissance et de la communication les grands axes d'intégration sociale, tant dans le secteur productif que dans le domaine de la politique.

Questions

1. Comment développer une diffusion plus égalitaire de l'accès aux nouvelles technologies auprès des jeunes de différents groupes socio-économiques, territoriaux et culturels ?
2. Quelles politiques permettraient à la jeunesse de profiter de sa relation avec les NTIC pour être plus présente dans le débat public, dans le système représentatif, dans des délibérations politiques, et ainsi ouvrir la « voix publique virtuelle » à des secteurs sociaux juvéniles historiquement « invisibles » ou « inaudibles » ?
3. Comment intégrer les NTIC aux processus de formation, tant au niveau de l'éducation formelle que dans d'autres domaines de qualification, pour que la jeunesse, surtout d'origine modeste, améliore son accès à l'information et aux connaissances utiles pour le monde du travail, et améliore aussi son habileté d'utilisation des NTIC, comme facteur d'accès au marché de l'emploi ?
4. Est-il pertinent d'intervenir avec des politiques pour renforcer cette connectivité juvénile par la promotion de réseaux sociaux, de capital social, afin que l'utilisation des NTIC renforce la capacité à gérer des ressources, à capitaliser des initiatives en réseau, à développer l'entrepreneuriat ? Ou cela se fait-il spontanément ?

6. LA FAMILLE

Thèse

La famille est encore le noyau irréductible de reproduction sociale dans nos sociétés. Mais l'ampleur des changements de sa structure, sa composition et la vie au sein de celle-ci est profonde et s'est accélérée. Les ajustements familiaux sont chaque fois plus divers (familles biparentales et monoparentales, reconstituées, unipersonnelles, étendues, non formalisées, une plus grande proportion d'enfants nés hors mariage, et familles avec couples du même sexe). Son économie change avec une diminution du taux de dépendances (moins d'enfants mineurs à charge et davantage de participation féminine dans l'emploi). Sa composition également, avec des familles plus petites, un poids relatif plus important des jeunes par rapport aux bébés, une autonomie économique, dans les classes moyennes et élevées, des enfants retardée. Les relations d'autorité au sein de la famille changent, avec des jeunes qui négocient les décisions et proclament précocement leur autonomie morale. Tous ces changements réclament un dialogue entre les générations sur le devenir de la famille.

Questions

1. Comment accompagner ces changements avec de nouvelles règles institutionnelles qui garantissent aux jeunes l'égalité des droits dans les différents schémas familiaux ?
2. De quel type d'offre publique doit-on faire la promotion pour aider la jeunesse à acquérir une plus grande autonomie matérielle et faciliter au moment opportun et sans discrimination de genre, le départ du foyer et la création de nouveaux foyers autonomes ?
3. Comment influencer l'éducation et la communication sociale pour casser la reproduction intergénérationnelle de stéréotypes de genre (fonctions rigides attribuées aux femmes dans les familles et les foyers) et pour que la jeunesse d'aujourd'hui ait, demain, des rôles plus flexibles ?

7. LIBERTE DE PROCREER ET MATERNITE ADOLESCENTE

Thèse

La diminution de la fécondité en Amérique latine est notoire depuis les années 70, sous l'effet de changements socio-économiques (davantage d'éducation et urbanisation), culturels (davantage d'informations sur la reproduction, sécularisation, nouveaux styles de vie), de la répartition des rôles au sein de la famille et d'un plus grand accès à des méthodes contraceptives. Ceci contraste toutefois avec les chiffres liés à la maternité adolescente qui ne diminuent pas. Dans les groupes socio-économiques à forts revenus, moins de 5% des jeunes femmes sont mères avant 17 ans, tandis que dans les foyers à faibles revenus, la maternité adolescente concerne entre 20 et 35% des jeunes, suivant le pays. La maternité adolescente, des femmes de moins de 19 ans, est très souvent non désirée, comprend des risques plus élevés et génère en outre un cercle vicieux d'exclusion d'une génération à l'autre, puisque la majorité des mères adolescentes sont pauvres, d'un faible niveau d'éducation, et avec de fortes possibilités de constituer des foyers uniparentaux sans réseaux de protection ni de promotions sociales.

Questions

1. Comment concrétiser la liberté de procréation des femmes adolescentes comprenant de l'information, de la prévention et des soins afin qu'elles puissent-ils pleinement planifier leur sexualité et leurs décisions de maternité ?
2. Jusqu'à quel point le consensus, en matière de différences de valeurs profondes, doit-il aller et comment s'y prendre pour régler de telles différences ?
3. Comment diffuser la notion de responsabilité partagée entre sexes en ce qui concerne le plein exercice de la liberté à la procréation de la jeunesse, non seulement en promouvant mais en légiférant sur le sujet, afin d'éviter la reproduction du machisme ou de l'irresponsabilité masculine en la matière ?
4. Quels rôles doivent avoir l'école, les politiques familiales et les systèmes de santé pour redonner aux adolescents le pouvoir dans l'exercice de leurs droits de procréation ?

MIGRATION INTERNATIONALE

Thèse

Les raisons qui font que la jeunesse a une plus grande propension à la migration que le reste de la population sont multiples : une peur du risque moins élevée à ce moment-là de la vie, création de nouveaux foyers avec un pouvoir décisionnaire et une autonomie plus élevés, entrée à l'université ou intégration à des emplois qui nécessitent de bouger pour accéder à des promotions. Pour d'autres la migration est une histoire plus obscure, où il faut faire face à des obstacles traumatisants qui menacent leurs droits au moment de leur insertion dans le marché de travail hors de leur lieu d'origine. Ceux qui prennent les plus grands risques sont les jeunes migrants à faible niveau de bas niveaux éducatifs, ceux qui appartiennent à des minorités d'éducation, ceux qui font appel à des réseaux de trafiquants ou qui sont victimes de la traite humaine.

Questions

1. Du point de vue de la jeunesse : quelles interventions seraient opportunes pour une meilleure sécurisation et perspective de la migration juvénile par la voie d'accords de coopération entre pays d'émigration et des pays d'immigration, conventions de réciprocité, appui financier, accès aux études, au travail, aux droits des citoyens ?
2. Que peut-il être proposé en matière de politique publique pour stimuler le retour des migrants qui contribuent, par leur capital humain, au développement national ?
3. La migration internationale de la jeunesse est-elle à encourager comme représentant une opportunité de formation, de travail et une expérience de vie ou faut-il s'engager à améliorer les opportunités dans le pays afin de démotiver la migration des jeunes ?